

L'édito

Laurence Allezy

Rédactrice en chef des éditions départementales



Sentiment d'impunité

« Quand on tient à quelqu'un, on le retient. » Les spots de télévision et radio tournent depuis plusieurs jours. Cette année, à l'occasion des fêtes de fin d'année, la sécurité routière a fait appel à des stars du petit écran pour diffuser son message de prévention. Les animateurs retiennent un de leurs amis, prêt à rentrer chez lui en voiture alors qu'il a bu. Lui prendre ses clés, c'est éviter un drame.

En matière de lutte contre l'alcool au volant, la prévention et la répression sont toujours allées de pair. Des campagnes parfois chocs à l'impact difficilement mesurable. Mais aujourd'hui, elles paraissent dérisoires simplement parce que la peur du policier a diminué au fur et à mesure que l'État a réduit les contrôles.

À Paris, le phénomène est bien plus vérifiable qu'ailleurs. Comme nous le révélons, les chiffres de dépistage positif d'alcoolémie au volant sont cinq fois plus élevés que sur le reste du territoire national alors que les contrôles, eux, y sont bien moins fréquents. De quoi faire bondir associatifs et avocats spécialistes du droit routier qui vont jusqu'à parler « d'impunité totale » dans la capitale. Les forces de l'ordre, moins nombreuses et bien occupées sur d'autres terrains, privilégient aussi les contrôles de vitesse automatisés qui remplissent davantage les caisses de l'État.

La lutte contre l'alcool au volant n'apparaît plus comme un véritable enjeu de santé publique. Pourtant, l'automobiliste parisien a besoin de savoir qu'il sera de nouveau attendu au tournant.

Paris Un conducteur contrôlé sur quatre a bu

Dans la capitale, les chiffres de dépistages d'alcoolémie au volant sont cinq fois plus élevés qu'ailleurs en France. Des contrôles beaucoup moins fréquents également.

Elie Julien

« **EN DIX ANS**, je n'ai vu qu'un seul contrôle pour l'alcoolémie, au niveau du commissariat du V^e », s'étonne Pierre, automobiliste parisien qui circule quotidiennement dans la capitale. Pas mieux pour Julien qui, en une vingtaine d'années et des milliers de kilomètres au volant pour rentrer de soirées, n'a été contrôlé dans les rues de Paris qu'à deux reprises. « C'est vrai que, la nuit, on voit des automobilistes qui ne roulent pas droit. C'est assez impressionnant », confirme Saber, conducteur de VTC qui circule chaque nuit dans la capitale.

Si de nombreux Parisiens utilisent, selon notre récente enquête, le vélo pour rentrer de soirée alors qu'ils sont alcoolisés, les automobilistes ne seraient pas plus prudents. Et à entendre les dizaines de témoignages de conducteurs qui constatent le peu de contrôles de police, le phénomène est bien là. Après la mort du fils du chef Yannick Alléno, tué par un chauffard en 2022, et à l'heure des fêtes de fin d'année, les données que nous révélons sont éloquentes.

Des opérations « plus ciblées » qu'ailleurs

Selon les chiffres de la préfecture de police de Paris, sur les 25 371 dépistages d'alcoolémie réalisés en 2023 (+ 8 % par rapport à 2022), 5 868 étaient en infraction pour conduite sous l'empire d'un état alcoolique. Près d'un conducteur contrôlé sur quatre ! Sur les 16 684 conducteurs testés pour les stupéfiants, 6 145 étaient positifs. Paris est, de loin, le département de France où ces dépistages sont les plus fructueux.

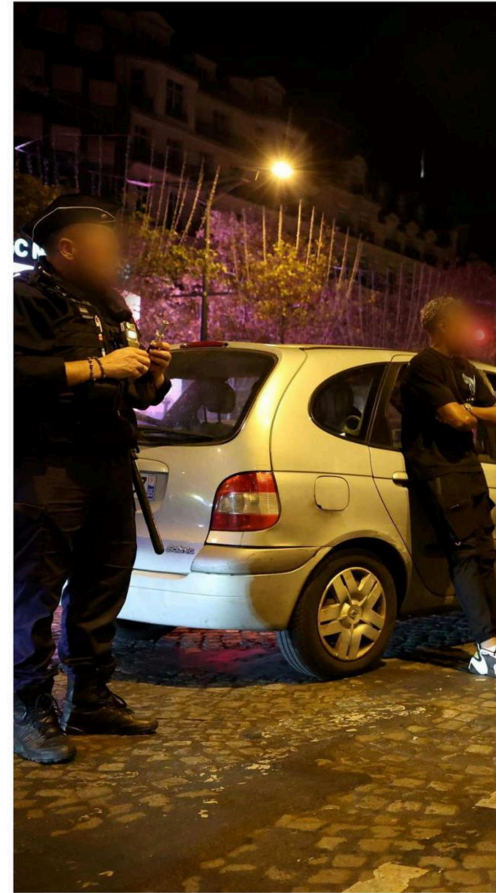
Des statistiques très inquiétantes confirmées par les chiffres de la sécurité routière, calculés selon une méthode

différente : ils relèvent un taux national de positivité à l'alcool de 3,1 % (en 2023) sur plus de 8,1 millions de dépistages, pour 15,2 % à Paris (29,6 % pour les stupéfiants contre 14,6 % en France). Des chiffres que la préfecture de police justifie par des « contrôles ciblés » qui « pourraient expliquer une moyenne plus élevée ». Les préfets des autres départements apprécieront. « J'ai déjà vu trois ou quatre contrôles en trois ans de vie autour de Montpellier (Hérault) alors que je n'ai jamais été contrôlé en dix ans à Paris. Pourtant, j'ai dû conduire au-dessus de la limite autorisée quelquefois », reconnaît Sébastien.

« La police de la route est inexistante »

En effet, en plus du taux de positivité élevé, le nombre de dépistages interpellés. Les 25 000 dépistages parisiens paraissent faibles lorsqu'on sait que plus de 350 000 véhicules passent dans les quatre arrondissements de Paris-Centre chaque jour. Des contrôles beaucoup plus nombreux dans les autres départements même s'ils diffèrent par leur urbanisation et l'importance du réseau routier : 120 000 dépistages d'alcoolémie ont été réalisés dans les Bouches-du-Rhône en 2022, ou 80 000 dans la Loire en 2023. À Paris, la préfecture assure avoir organisé, en 2023, 83 grandes opérations de lutte contre l'insécurité routière, et 38 en 2022. Le ministère de l'Intérieur compte quatre tests pour 1 000 habitants dans la capitale, contre 119 pour 1 000 dans le reste de l'Hexagone.

« L'impunité routière est totale sur ce sujet. À Paris, la police nationale a démissionné de ses missions de sécurité routière, attaque François Louis, président de l'Association des usagers de DansMa-



Rue, à Paris. On les voit même ne pas réagir en patrouille alors qu'il y a une infraction sous leurs yeux. Il y a d'autres missions qu'ils jugent prioritaires, ce que je comprends, mais c'est systémique.»

Même son de cloche pour l'avocat spécialiste du Code de la route, M^e Rémy Josseume : « Sur les contrôles préventifs, j'avais des dossiers il y a quinze ans, avec pas mal de contrôles porte Maillot ou porte Dauphine. Je pense qu'il y en a beaucoup moins. La police de la route est inexistante. Les dépistages n'interviennent que lors d'accidents, les policiers se concentrant plus sur ce qui rapporte comme les radars ou la vidéoverbalisation. Dans la capitale, il n'y a pas de peur du policier. »

Pourtant, dans les rangs des fonctionnaires parisiens, on assure qu'en plus du service spécialisé de la sécurité routière, chaque commissariat « tente de réaliser ces contrôles ». « Mais avec la chute des effectifs, on priorise les appels pour les vols, agressions... Même si on planifie une opération au début de la garde, elle peut être annulée en raison d'autres missions. Il y a vingt ans, on faisait beaucoup plus de contrôles, on avait le

temps et on aimait ça », se souvient l'un d'entre eux, qui regrette d'avoir des tâches « ingrates » comme « garder le commissariat ».

« Peu ou pas de transports publics la nuit »

Faut-il y voir une mission qui n'est plus une priorité ? Dans la capitale, le nombre d'accidents liés à l'alcool ou la drogue au volant n'est pas le plus élevé de France. Entre 2019 et 2023, la mise en cause d'un conducteur alcoolisé ou drogué concernait 41 % des accidents mortels, contre 42 % en France, selon le bilan de la Sécurité routière.

Selon M^e Nathan Guibere, spécialiste des dossiers de la route, les conducteurs prennent plus de risques à Paris en raison du manque d'alternative. « Il y a peu ou pas de transports publics la nuit, alors que de nombreux Franciliens viennent y faire la fête. Pour ceux qui vivent un peu plus loin que les communes limitrophes, cela coûte trop cher, ou les taxis ne veulent pas y aller », observe celui qui note toutefois des « contrôles réalisés à proximité des boîtes de nuit, au bon endroit et au bon moment ». Peu nombreux mais très bénéfiques, donc.



Il y a d'autres missions que les policiers parisiens jugent prioritaires, ce que je comprends, mais c'est systémique

François Louis, président de l'Association des usagers de DansMaRue à Paris



Paris (XI^e), jeudi. « Je ne restreins personne, sauf si un client est vraiment trop éméché », résume Jo, barman au 115, rue Oberkampf.

SÉCURITÉ | Pourquoi les bars font peu de prévention

Florian Loisy

UNE ARTÈRE aromatisée à la bière, au vin et aux cocktails à la nuit tombée. Comme dans d'autres quartiers de la capitale, chaque week-end, la rue Oberkampf, dans le XI^e arrondissement, est prise d'assaut par les étudiants et les trentenaires au sortir du travail. Les bars du secteur tournent à plein régime. « Ce ne sont pas forcément des gens du coin qui viennent, on a aussi beaucoup de banlieusards, on le sait », avance Jo, gérant d'un bar installé au 115 de la rue, avec une devanture forestière et, à l'intérieur, des fléchettes et un baby-foot. « Faire boire les clients, c'est un peu le projet quand même », rigole-t-il.

Attentifs aux conducteurs de deux-roues

Sur le trottoir d'en face, au Bricabrac, Dylan propose une liste de cocktails qui sont tous déclinés « sans alcool ». « Avant, au maximum, je servais un verre sans alcool pour dix boissons alcoolisées, maintenant, c'est plutôt deux ou trois, assure-t-il. Les jeunes boivent moins. »

Ces responsables de bar ne restreignent pas forcément les gros buveurs. « 99 % des gens rentrent en transport, ça ne craint pas. C'est rare les gens qui prennent le volant, même pour ceux qui viennent de banlieue », affirme l'un d'eux. Les seuls dans le viseur des gérants sont ceux qui posent un casque à côté d'eux. « Là, on sait qu'ils risquent de rentrer à deux-roues, et il m'est arrivé il n'y a pas si longtemps de prendre les clés de moto d'un client, en lui disant que ça ne serait pas raisonnable », se rappelle Arthur, le gérant de la Place verte. Le motard est revenu le lendemain.

Dylan a travaillé un peu partout en France avant de

reprendre une affaire rue Oberkampf : « Et d'expérience, en province, il y a souvent des Sam (le surnom de celui qui conduit et ne boit pas) crapuleux, celui qui ramène ses amis à bu. Mais ils ne sont pas pris, ils profitent du fait qu'il y a beaucoup moins de contrôles de nuit qu'à Paris, je trouve. »

« Pas le temps de voir dans quel état ils sont »

« Clairement, je ne restreins personne, lâche Jo. Sauf si un client est vraiment trop éméché. Je fais attention, surtout si c'est une personne seule, une femme. Mais pas par rapport à la conduite en état d'ivresse. » Les gérants n'ont surtout pas envie d'aller nettoyer leurs toilettes pleines de vomit, d'avoir un client agressif ou une femme importunée.

Sur la péniche « Rosa-Bonheur », à Paris (VII^e), fief des débuts de soirées endiablées du jeudi au samedi, on ne regarde pas l'alcoolémie du client. « On n'a pas le temps de voir vraiment dans quel état ils sont, et on n'a pas spécialement de consigne à ce sujet, confie une barmaid. Il y a les mecs de la sécurité qui gèrent et vont mettre dehors quelqu'un qui a besoin de prendre l'air. Sans s'occuper de savoir comment il va rentrer ensuite. Sauf si c'est une fille. Mais c'est surtout pour lui éviter une mauvaise rencontre. »

POSITIF | « Je suis fautif mais je n'ai pas eu de bol »

Vincent, qui a écopé d'une suspension de permis en 2022 après une soirée arrosée

C'ÉTAIT UN SOIR de décembre 2022, Vincent, cinquagénaire, monte dans sa voiture, traverse le VIII^e arrondissement de Paris pour se rendre à un dîner dans le VII^e. Il est domicilié à Rueil-Malmaison (Hauts-de-Seine). Au moment de franchir la Seine, il roule en partie sur la piste cyclable « sur une toute petite distance ». Des gyros bleus s'illuminent, à proximité du pont de l'Alma.

Les policiers nationaux lui font des remontrances. Puis, alors qu'il allait repartir, un fonctionnaire dit à ses collègues qu'il faudrait faire « souffler » l'automobiliste. Il se soumet et le verdict tombe. Vincent est à 0,8 mg d'alcool par litre d'air expiré, soit 1,6 g par litre de sang. Comme lui, 5 000 conducteurs par an sont contrôlés positifs, sur les centaines de milliers qui circulent dans les rues parisiennes chaque jour. « J'étais parti d'un apéro pour aller vers un dîner. Je ne savais pas que j'allais être au-

dessus de la limite autorisée. Je suis complètement fautif... », reconnaît celui qui est cadre commercial dans la logistique.

« Paris est une ville attractive, de fête »

Ce soir-là, il avait pris sa voiture car il craignait que ce ne soit « compliqué » de rentrer chez lui, tard, après son dîner. « C'est vrai que 25 000 contrôles d'alcoolémie à Paris par an, cela paraît faible sur toute la population parisienne. Je me dis encore plus que je n'ai pas eu de bol », poursuit celui qui écope logiquement d'une suspension de permis au terme de sa garde à vue.

« Les policiers dédramatisaient et me disaient que ça arrivait à beaucoup de monde, se remémore le cinquagénaire. Mais c'était bête de ma part, dans ces arrondissements, il y a tous les ministères (dont celui de l'Intérieur, place Beauvau). » Celui qui circule dans les rues de la capitale depuis 1989 consi-

dère que beaucoup « de conducteurs parisiens sont sous l'emprise de l'alcool ». « C'est facile pour les policiers de faire du chiffre. Paris est une ville attractive, vivante, de fête. Parfois, je refuse des invitations car je ne veux pas conduire ou payer un taxi 40 € minimum pour rentrer chez moi », poursuit Vincent, qui souhaite même que la loi change et « passe à la tolérance zéro pour l'alcool ».

« Encore lundi dernier, au repas de fin d'année de la société, des collègues qui avaient bu plus de deux verres sont repartis au volant. Moi, je suis rentré tôt, en transport en commun », termine-t-il. Après avoir recouru à un avocat, il est cependant parvenu à faire réduire sa peine : « J'ai vraiment besoin de mon permis lors de déplacements en France », justifie-t-il. En attendant d'effectuer prochainement son stage de sensibilisation, il s'est résolu à acheter une trottinette. **E.J.**

Les Champs-Élysées, Paris (VIII^e). Les 25 371 dépistages parisiens effectués en 2023 paraissent peu nombreux comparés aux 80 000 réalisés dans la Loire la même année.



Parfois, je refuse des invitations car je ne veux pas conduire ou payer un taxi 40 € pour rentrer chez moi

Vincent, contrôlé à 1,6 g par litre de sang en 2022



Avant, je servais un verre sans alcool pour dix boissons alcoolisées, maintenant, c'est plutôt deux ou trois

Dylan, gérant du Bricabrac, Paris XI^e